



Voie à double-sens

Les dirigeants doivent remédier aux problèmes économiques et politiques pour renforcer la mondialisation

David Lipton

LA MONTÉE des doutes et du mécontentement à l'égard de la mondialisation ébranle les fondements économiques et politiques de notre ordre international. Le commerce et l'ouverture économiques étant en ligne de mire, nous risquons d'assister à l'effondrement de la coopération qui a été le moteur d'une ère de prospérité sans précédent.

Les dirigeants mondiaux doivent prendre ce problème à bras le corps, en commençant par examiner le substrat politique du débat actuel. Les symptômes récents sont le vote pour le Brexit au Royaume-Uni et les élections présidentielles aux États-Unis, mais il y a beaucoup d'autres exemples dans nombre de pays. L'atonie de la croissance, le chômage élevé et les inégalités de revenus de plus en plus criantes alimentent l'insatisfaction.

Les dirigeants économiques et le FMI lui-même sont confrontés à une situation sans précédent. Depuis trop longtemps, nos délibérations et décisions n'ont pas pleinement pris en compte les ramifications politiques.

Nous voyons maintenant que la politique et l'économie sont une voie à deux sens. Nous devons nous attaquer aux risques politiques complexes de notre temps. Mais la manière dont nous réagissons aux enjeux économiques qui se profilent aujourd'hui — croissance lente, inégalités des revenus et des sexes, avancées technologiques et évolution démographique — aura une profonde influence sur la politique de demain.

Les risques actuels sont les suivants :

- Les menaces internes, telles que la défiance à l'égard de l'ordre mondial, qui sont au cœur du débat actuel. Le désarroi des citoyens devant la stagnation de leurs revenus, la perte de leurs emplois et l'aliénation sociale a rapidement bouleversé la politique de nombreux pays avancés.

- Les abus tels que la corruption, le favoritisme et la mauvaise gestion, qui minent la confiance dans les processus démocratiques et mettent aussi en question la légitimité des élites économiques et politiques.

- Les menaces externes, telles que le terrorisme; la désagrégation des États-nations et l'apparition de nouvelles entités non étatiques; les flux de réfugiés ou encore les attaques informatiques et autres menées criminelles transfrontalières. Les entreprises jouent désormais un rôle nouveau et important. Elles traitent plus de données que les pouvoirs publics, les transmettent non seulement au-delà des frontières, mais les stockent aussi dans le



David Lipton est Premier Directeur général adjoint du FMI.

nuage et s'en servent pour influencer l'opinion publique et le comportement des consommateurs.

Parallèlement, la communauté internationale se trouve sur un terrain géopolitique de plus en plus mouvant. La Chine et d'autres puissances émergentes comme le Brésil, l'Inde et la Russie exigent d'avoir davantage voix au chapitre et s'emploient à créer des institutions multilatérales qui tiennent mieux compte de leur poids croissant au sein de l'économie mondiale. Les institutions existantes, dont le FMI, s'adaptent à la nouvelle réalité.

L'heure n'est pas à l'immobilisme. L'heure est au leadership et à la coopération internationale, qui doivent aller de pair. Beaucoup de ces problèmes apparemment insolubles dépassent les frontières, et, sans cette coopération, les dirigeants nationaux

auraient du mal à répondre aux demandes de leurs citoyens. Les mécanismes de coopération — au sein des institutions multilatérales, par l'intermédiaire du G-20 et d'autres enceintes politiques, et même de nouvelles institutions comme la Banque asiatique d'investissement dans les infrastructures — peuvent contribuer à réaliser les promesses de la mondialisation et à en limiter les effets nocifs. Une coopération efficace aidera les dirigeants à freiner les réactions populistes dans leurs pays.

Nous avons vu la coopération à l'œuvre lorsque les États ont réagi face à la crise financière mondiale. Les dirigeants ont pris des mesures pour éteindre l'incendie chez eux et ont su unir leurs forces grâce à un nouveau dispositif de collaboration internationale incluant le Groupe des 20 pays avancés et en développement, le FMI et d'autres institutions.

Face aux enjeux actuels, l'essentiel est d'adopter les mesures qui sont efficaces. Nous devons nous efforcer en premier lieu de raffermir la croissance : pour que chacun ait une plus grosse part du gâteau, il faut que le gâteau soit plus gros. Deuxièmement, pour que les fruits de la croissance économique soient largement partagés, il faut répondre aux besoins de ceux qui pâtissent de la crise financière, de l'évolution des technologies ou de la mondialisation. Sinon, nos problèmes politiques ne feront qu'empirer.

Le FMI peut aider à renforcer la coopération et l'efficacité des mesures gouvernementales. Nous pouvons identifier les inflexions qui s'imposent dans chaque pays pour relancer la croissance et peut-être améliorer la compréhension des ramifications politiques. Il est crucial de résister aux forces de la fragmentation. Face aux dangers qui nous menacent, la coopération est plus que jamais vitale pour la prospérité de la communauté internationale. ■